

SEM LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS
18, place de la Gare
53000 Laval
RCS Laval : 555 650 308

SEM LAVAL MAYENNE AMÉNAGEMENTS

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX DE REQUALIFICATION DU QUARTIER DE LA GARE - PHASE 1 -
A EVRON (53600)

(REF : 2025-SEMLMA05)

RÈGLEMENT DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises n'est pas disponible sur support papier ou sur support physique électronique.

Maître de l'ouvrage / Mandant : Ville d'Évron
4, rue de Hertford - 53600 Évron - Département de la Mayenne
Mandataire : SEM Laval Mayenne Aménagements
Représentant du mandataire : M. Jean-Marc BESNIER - Directeur Général
Adresse : 18, place de la Gare - 53000 Laval
Profil acheteur : www.marches-securises.fr
Support technique du profil acheteur : technique@atline.fr

Date limite de réception des candidatures et des offres : **vendredi 27 juin 2025 à 12 h 00**

Visite obligatoire le jeudi 22 mai 2025 à 10 h 00

Pour le dépôt de leur proposition, les opérateurs économiques sont invités à présenter leur dossier de la manière suivante :

- **Sous-dossier 1 « Candidature + nom entreprise » (ex : Candidature SEM LMA)**
Les fichiers déposés au sein du sous dossier comprennent uniquement le nom du fichier (ex : DC 1)
- **Sous-dossier 2 « Offre + nom entreprise » (ex : Offre SEM LMA)**
Les fichiers déposés au sein du sous dossier comprennent uniquement le nom du fichier (ex : Acte d'engagement).

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ.....	3
1.1. Nature et étendue des travaux	3
1.2. Durée du marché – Reconduction – Délais d'exécution	3
1.3. Décomposition en tranches	3
1.4. Marché réservé	3
1.5. Limite à la sous-traitance	3
ARTICLE 2 – ORGANISATION DE LA CONSULTATION.....	3
2.1. Procédure de passation mise en œuvre	3
2.2. Intervenants.....	4
2.3. Contenu du dossier de consultation	5
2.4. Variantes.....	5
2.5. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2.6. Modifications de détail au dossier de consultation	6
2.7. Délai de validité des offres	6
2.8. Mode de dévolution – Allotissement.....	6
2.9. Groupement d'opérateurs économiques.....	6
2.10. Insertion par l'activité économique.....	7
2.11. Visite de site	8
2.12. Clauses de réexamen – Réalisation de prestations similaires	8
ARTICLE 3 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	8
3.1. Informations générales pour le dépôt du dossier.....	8
3.2. Eléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	9
3.3. Pièces à fournir par les attributaires du marché.....	11
3.4. Absence de production des documents de la candidature.....	12
3.5. Demande de complément de candidature	12
3.6. Eléments nécessaires au choix de l'offre.....	12
ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE.....	13
4.1. Dispositions générales	13
4.2. Sélection des candidatures.....	13
4.3. Critères de jugement des offres.....	14
ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	17
ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	19
ARTICLE 7 – OBLIGATION DE DISCRÉTION & PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS TRANSMIS	19
ARTICLE 8 – PROCÉDURE DE RECOURS.....	19
ARTICLE 9 – SIGNATURE DU CONTRAT.....	19
ANNEXE – DESCRIPTIF DU DISPOSITIF D'INSERTION.....	21

1.1. Nature et étendue des travaux

La SEM Laval Mayenne Aménagements conduit, au nom et pour le compte de la Ville d'Évron, un projet de renouvellement urbain sur le quartier Gare de la collectivité.

La SEM Laval Mayenne Aménagements agit en tant que maître d'ouvrage délégué en application des dispositions des articles L2422-5 et suivants du code de la commande publique.

Le présent marché de travaux porte sur la réalisation des missions suivantes :

a – Caractéristiques techniques : Terrassements – Voirie – Assainissement EU EP – Réseaux souples éclairage – Plantations – Mobilier urbain – Maçonnerie

b – Lieu d'exécution : Quartier de la gare – Évron (53600) – Département de la Mayenne

c – Calendrier prévisionnel d'exécution des travaux :

- Notification du marché : juillet 2025
- Préparation et installation de chantier : à partir de juillet 2025
- Démarrage travaux et réalisation : à partir de septembre 2025
- Réception des travaux : au plus tard en décembre 2026

d – Le coût prévisionnel de l'opération, tous lots confondus, est de 4.186.099,00 € HT.

1.2. Durée du marché – Reconstitution – Délais d'exécution

La durée du marché et les délais d'exécution figurent à l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières.

À titre indicatif, la phase de préparation de chantier se fera à partir de juillet 2025 et les travaux commenceront en septembre 2025.

Le présent marché n'est pas renouvelable.

1.3. Décomposition en tranches

Le marché est composé d'une unique tranche ferme.

1.4. Marché réservé

Le marché n'est pas réservé.

1.5. Limite à la sous-traitance

Il n'est pas prévu de limite à la sous-traitance au sens de l'article L2193-3 du code de la commande publique.

2.1. Procédure de passation mise en œuvre

a) Procédure de passation mise en œuvre

La présente consultation est passée selon une procédure adaptée librement définie par le pouvoir adjudicateur dans le respect des dispositions de l'article L.2123-1 et R2123-1 du code de la commande publique.

b) Négociation

Conformément à l'article R2123-5 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'attribuer le marché sur la base des offres initiales sans négociation, ou après négociation. En l'absence de négociation, les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières seront obligatoirement éliminées.

Pour chaque lot, dans le cas où le pouvoir adjudicateur décide de négocier, celui-ci sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres, les trois (3) soumissionnaires ayant présentés une offre recevable, irrégulière ou inacceptable avec lesquels il négociera. Il entamera, avec ceux-ci, une ou plusieurs phases de négociations. Dans le cadre de la négociation, les offres irrégulières et inacceptables pourront devenir régulières et acceptables, à conditions qu'elles ne soient pas anormalement basses.

À l'issue de la négociation, les offres demeurantes inacceptables seront éliminées. À l'inverse, le pouvoir adjudicateur pourra solliciter les soumissionnaires ayant maintenu une offre irrégulière afin que ceux-ci puissent régulariser leur proposition, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Ceux-ci disposeront d'un délai de cinq (5) jours francs suivants réception de la demande pour procéder à la régularisation.

La négociation aura un caractère écrit. Elle pourra porter sur tous les éléments de l'offre, notamment sur le prix. Elle ne pourra avoir pour effet de modifier significativement les caractéristiques principales des offres remises par les soumissionnaires ou de bouleverser leur économie générale et respectera le principe d'égalité de traitement entre les candidats.

La SEM Laval Mayenne Aménagements s'engage à fournir une information simultanée à l'ensemble des candidats sur le contenu de la phase de négociation. À cet effet, les candidats devront préciser dans leur mémoire technique le nom et les coordonnées complètes (adresse électronique et téléphone) de la personne à contacter à cette fin.

Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que la négociation avec les soumissionnaires est terminée, il leur sera demandé de produire un nouvel acte d'engagement ainsi que, le cas échéant, une nouvelle décomposition du prix global et forfaitaire, lesquels constitueront l'offre définitive.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de choix des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

2.2. Intervenants

a) La maîtrise d'œuvre est assurée par le groupement de maîtrise d'œuvre représenté par LALU – LA FORME ET L'USAGE – Mme Léa HOMMAGE (19 bis quai de Malakoff – 44000 Nantes).

Titulaire d'une mission de base complète pour les travaux d'aménagement urbain, par référence aux dispositions du code de la commande publique fixant les missions de maîtrise d'œuvre pour les travaux d'aménagement.

Les études d'exécution des ouvrages seront exécutées par l'entrepreneur ; elles seront transmises au maître d'œuvre pour validation avant tout début d'exécution.

b) La mission de bureau d'étude de travaux public est confiée au groupement de maîtrise d'œuvre. Cette mission est assurée par le bureau d'études ARTELIA SAS (Direction Régionale Ouest – 2 impasse Claude Nougaro – 44800 SAINT-HERBLAIN)

c) La mission de coordonnateur, en matière de sécurité et de santé des travailleurs est assurée par SOCOTEC CONSTRUCTION LAVAL (Parc Cérès – 21q Rue Ferdinand Buisson – 53810 CHANGÉ).

d) La mission de contrôleur technique est assurée par SOCOTEC CONSTRUCTION LAVAL (Parc Cérès – 21q Rue Ferdinand Buisson – 53810 CHANGÉ).

e) La mission de suivi de travaux est confiée au groupement de maîtrise d'œuvre. Cette mission est assurée par le bureau d'études ARTELIA SAS (Direction Régionale Ouest – 2 impasse Claude Nougaro – 44800 SAINT-HERBLAIN).

f) La mission de suivi de travaux dépollution est confiée à la société SOLER IDE (Agence de Rennes – 4, rue des Couardières – 35136 SAINT JACQUES DE LA LANDE).

2.3. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation remis aux candidats comprend les éléments suivants :

- Le présent règlement de consultation ;
- L'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE-CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les lots 1 et 4 ;
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour les lots 2 et 3 ;
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) pour les lots 2 et 3 ;
- L'attestation de visite obligatoire ;
- Le cadre de mémoire technique ;
- Les pièces graphiques et techniques correspondantes ;
- Les formulaires administratifs (DC1, DC2, DC4,...) ;
- Le document d'information du candidat au format Excel ;
- Le Document Unique de Marché Européen (DUME)

2.4. Variantes

Variantes environnementales libres

En application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires sont invités à présenter en annexe **une variante libre portant sur les évolutions écologiques (performance environnementale, matériaux biosourcés, réemploi des matériaux, énergies renouvelables, matériaux locaux, etc...)**

Dans tous les cas, les soumissionnaires devront **obligatoirement** proposer une offre de base répondant aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières.

La réponse éventuellement proposée en variante environnementale devra être une solution clairement identifiable et détachable de l'offre de base. Elle indiquera les rectifications à apporter, éventuellement, aux pièces du marché et notamment au cahier des clauses administratives particulières ou au cahier des clauses techniques particulières.

Chaque candidat ne pourra proposer, en sus de son offre de base, qu'une seule **variante libre environnementale** concernant la réalisation des travaux d'aménagement du site. Si un candidat devait proposer plus de variantes que le nombre autorisé, l'ensemble des variantes serait rejeté, la présentation des offres n'étant pas conforme au règlement de consultation.

Lors de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur analysera d'abord les offres de base, puis la variante. Les offres de base et la variante sont notées sur la base des critères identifiés à l'article 4 du présent règlement.

Autres variantes libres

Pour les lots 2, 3 et 4, la proposition de variante libre n'est pas autorisée.

Pour le lot 1, en application de l'article R2151-8 du code de la commande publique, les soumissionnaires ont la faculté de présenter en annexe une unique variante libre portant sur **les modalités de réalisation des structures de chaussée (hors revêtement)**. Dans tous les cas, les soumissionnaires devront obligatoirement proposer une offre de base répondant aux stipulations du cahier des clauses techniques particulières.

La réponse éventuellement proposée en variante devra être une solution clairement identifiable et détachable de l'offre de base. Elle indiquera les rectifications à apporter, éventuellement, aux pièces du marché et notamment au cahier des clauses administratives particulières ou au cahier des clauses techniques particulières.

Chaque candidat ne pourra proposer, en sus de son offre de base, qu'une seule variante libre concernant les structures de chaussée. Si un candidat devait proposer plus de variantes que le nombre autorisé, l'ensemble des variantes serait rejeté, la présentation des offres n'étant pas conforme au règlement de consultation.

Lors de l'analyse des offres, le pouvoir adjudicateur analysera d'abord les offres de base, puis la variante. Les offres de base et la variante sont notées sur la base des critères identifiés à l'article 4 du présent règlement.

2.5. Prestations supplémentaires éventuelles

Le marché ne comporte pas de prestation supplémentaire éventuelle.

2.6. Modifications de détail au dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite fixée pour la réception des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats la date limite ci-dessus est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.7. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à quatre-vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des candidatures et des offres, ou, en cas de négociation, de remise des offres finales.

2.8. Mode de dévolution – Allotissement

Le présent marché fait l'objet d'une décomposition par lot selon la répartition suivante :

- Lot n°1 : Terrassements – Assainissements – Voiries
- Lot n°2 : Réseaux souples – Eclairage
- Lot n°3 : Sols fertiles – Plantations – Mobilier
- Lot n°4 : Maçonnerie

Les opérateurs économiques pourront présenter une candidature et une offre pour :

- Un lot,
- L'ensemble des lots.

2.9. Groupement d'opérateurs économiques

Les groupements d'opérateurs économiques pourront présenter une candidature et une offre. Pour la mise en œuvre de la présente procédure, un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement.

Les groupements devront être conjoints ou solidaires. Conformément à l'article R2142-24 du code de la commande publique, en cas de groupement conjoint, le mandataire devra obligatoirement être solidaire des autres membres du groupement.

Si le groupement attributaire du marché est d'une forme différente, il pourra se voir contraint d'assurer sa transformation pour se conformer au souhait du pouvoir adjudicateur tel qu'il est indiqué ci-dessus.

Toute communication dans le cadre de la procédure et de l'exécution du marché est réputée faite à l'ensemble des membres du groupement dès lors qu'elle a été faite au mandataire du groupement.

Conformément à l'article R2142-21 du code de la commande publique, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres en agissant à la fois :

- En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements,
- En qualité de membres de plusieurs groupements.

2.10. Insertion par l'activité économique

Pour promouvoir l'emploi et combattre l'exclusion, la SEM Laval Mayenne Aménagements souhaite faire appel à ses partenaires privilégiés que sont les entreprises qui répondent à ses appels publics à la concurrence.

En application de l'article L2112-2 du code de commande publique l'entreprise choisie, quelle qu'elle soit, est invitée, pour l'exécution du marché, à proposer une action d'insertion qui permette l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Critères d'éligibilité des participants :

Les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de **l'une des catégories suivantes** :

- ✓ **Demandeurs d'emploi de longue durée** selon les critères France Travail.
- ✓ Les allocataires du **RSA**
- ✓ Bénéficiaires de **l'allocation spécifique de solidarité (ASS)**, de **l'allocation adulte handicapée (AAH)**, de **l'allocation veuvage**, ou de la **pension d'invalidité** ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la **reconnaissance qualité de travailleur handicapé** au sens de l'article L. 5212-13 du code du travail, orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Les personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT ;
- ✓ Demandeurs d'emploi **seniors** (plus de 50 ans) ;
- ✓ Personnes de **moins de 26 ans** en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - **diplômés**, justifiant d'une **période d'inactivité de 6 mois** depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur
- ✓ Personnes salariées d'une **structure d'insertion par l'activité économique (IAE)** mentionnée à l'article L. 5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une **association intermédiaire (AI)** ou une **entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI)**,
 - salariées d'une **entreprise d'insertion (EI)**, d'un **atelier chantier d'insertion (ACI)**
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Les jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, Contrat Engagement Jeunes ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Établissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Écoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Les habitants des **quartiers prioritaires de la politique de la ville** éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes **sous-main de justice** employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de France Travail, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Mayenne Compétences Emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Lorsqu'un bénéficiaire n'est pas suivi par l'un des organismes mentionnés ci-dessus, son éligibilité doit être validée par le facilitateur à la demande du donneur d'ordre. L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre du dispositif et à la réalisation des heures d'insertion.

L'éligibilité des publics sera validée par le facilitateur de la clause d'insertion avant la prise de poste effective.

De plus, les salariés recrutés ne doivent pas être en poste depuis plus de 3 mois dans l'entreprise avant le démarrage du contrat clause (sauf cas particulier).

Désignation des lots concernés :

Il leur sera obligatoirement réservé, au minimum :

- **1 190 heures** d'insertion par an pour le **lot 1 – Terrassements – Assainissements – Voiries**
- **455 heures** d'insertion par an pour le **lot 2 – Réseaux souples – Eclairage**
- **630 heures** d'insertion par an pour le **lot 3 – Sols fertiles – Plantations – Mobilier**
- **420 heures** d'insertion par an pour le **lot 4 – Maçonnerie**

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion pour les marchés effectifs sur le territoire hors Laval Agglomération, le Conseil Départemental a mis en place une procédure spécifique d'accompagnement gérée par deux facilitatrices :

Contacts :

Marie-Hélène Réauté et Fabienne Jamain

Direction de l'insertion et du logement

Mail : clauses.insertion@lamayenne.fr

Téléphone : 02 43 59 46 38 / 02 43 66 54 29

2.11. Visite de site

En application de l'article R2151-3 du code de la commande publique, **la visite du site est obligatoire.**

- La visite est organisée **le jeudi 22 mai 2025 à 10h00.**
- Lieu de la visite : Quartier de la Gare – 53600 Évron (périmètre DCE phase 1).
- Lieu de rendez-vous : Place de la Gare – 53600 Évron (au pied de la passerelle SNCF).

Les opérateurs économiques sont invités à confirmer par courrier électronique leur présence à la visite auprès de Mme Pauline KEMGNA WANDJI (courriel : pauline.kemgna-wandji@groupement-lma.fr).

Une attestation de visite devra être fournie par l'opérateur économique au sein du dossier de remise des offres.

En cas d'empêchement à la date susvisée, les opérateurs économiques sont invités à prendre attache auprès de Mme Pauline KEMGNA WANDJI (courriel : pauline.kemgna-wandji@groupement-lma.fr). Une nouvelle visite pourrait être organisée le mardi 3 juin 2025 à 10h00.

2.12. Clauses de réexamen – Réalisation de prestations similaires

Dans les conditions prévues par l'acte d'engagement valant cahier des clauses administratives particulières, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté, conformément aux dispositions du code de la commande publique de confier à l'attributaire des marchés de prestations similaires ou des prestations complémentaires directement et sans mise en concurrence en vertu des clauses de réexamen prévues à cet effet.

ARTICLE 3 – CONTENU DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

3.1. Informations générales pour le dépôt du dossier

3.1.1. Les candidats doivent fournir des documents rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en français. Si les documents fournis par un candidat ne sont pas rédigés en langue française, ils devront être accompagnés d'une traduction en français.

3.1.2. Une entreprise pourra présenter une candidature et une offre pour un ou plusieurs lots. Si une entreprise répond à plusieurs lots :

- elle pourra présenter **un seul dossier de candidature**, commun à un ou tous les lots, étant précisé que ce dossier unique de candidature devra comprendre l'ensemble des pièces visé à l'article 3.3 ci-après, et que la sélection des candidatures s'opérera alors lot par lot sur la base du dossier unique remis,

- en revanche, **elle devra obligatoirement présenter une offre distincte pour chaque lot**, chaque offre contenant l'ensemble des pièces visées à l'article 3.6 pour le lot concerné. L'appréciation des offres se fera lot par lot sur la base de l'offre déposée spécifiquement pour chaque lot.

3.2. Éléments nécessaires à la sélection des candidatures

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire dans un dossier « Candidature » les pièces suivantes :

- 1/ **Une lettre de candidature (DCI ou équivalent)** comportant l'ensemble des indications permettant d'identifier le candidat ou l'ensemble des membres du groupement en cas de réponse en groupement.

La lettre de candidature n'a pas à être signée par le représentant du candidat, et le cas échéant par chacun des membres du groupement. Cependant, dans le cas d'un groupement, le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation. Le seul dépôt de la candidature et de l'offre vaut engagement du candidat à signer ultérieurement l'acte d'engagement du marché qui lui serait attribué dans le délai de validité des offres. Tout défaut de signature, retard ou réticence expose l'auteur de l'offre à une action en responsabilité.

- 2/ **Une déclaration sur l'honneur** (cf. modèle ci-joint) attestant qu'il ne fait pas l'objet d'une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à L.2141-5 et L.2141-7 à L.2141-11 du code de la commande publique et qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés. **La remise d'un DCI ou d'un DUME vaudra remise d'une déclaration sur l'honneur.**

Comme la lettre de candidature, la déclaration sur l'honneur n'a pas à être signée par le candidat ou par chacun des membres d'un groupement le cas échéant.

L'attention des candidats est attirée sur le fait qu'ils doivent informer sans délai le pouvoir adjudicateur de tout changement de situation, au cours de la procédure de passation ainsi d'ailleurs qu'au cours de l'exécution du marché, qui les placeraient dans un des cas d'interdiction de soumissionner ayant pour effet de les exclure d'un marché public.

- 3/ **Les pièces définies ci-dessous permettant la vérification de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leurs capacités économique et financière, de leurs capacités techniques et professionnelles :**

- Aptitude à exercer l'activité professionnelle :
 - La preuve de l'inscription sur un registre professionnel par la transmission du numéro unique d'identification (numéro SIREN).
- Capacité économique et financière :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires relatif aux travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ou formulaire DC2* complété ;
 - L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle.

- Capacités techniques et professionnelles :

Nota : en application de l'article 3 de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics, le pouvoir adjudicateur accepte la présentation de références datant de plus de 3 ans.

Le dossier de candidature devra se limiter aux seules informations susceptibles d'apporter des éléments décisifs pour le choix des candidats afin de faciliter l'analyse des dossiers et d'en limiter ainsi la volumétrie. En particulier, il est demandé aux candidats de ne pas fournir un book de présentation générique de références.

- Une liste de présentation de 5 références illustrées de taille et complexité similaire à la présente consultation. Pour chaque référence le candidat présentera :
 - 2 à 3 photos représentatives
 - identification de la maîtrise d'ouvrage
 - identification de la maîtrise d'oeuvre
 - la date de livraison
 - le montant des travaux réalisés par l'entreprise
 - la durée des travaux
 - la liste des travaux principaux
- Certificats de qualification :
 - **Lot 1** :
 - FNTP 232** – Travaux de terrassement courants (ou équivalent) ;
 - FNTP 3221** – Enrobés classiques (ou équivalent) ;
 - FNTP 345** – Pavés et dalles (ou équivalent) ;
 - FNTP 346** – Poses de bordures (ou équivalent) ;
 - FNTP 372** – Pose de bornes et panneaux de signalisation (ou équivalent) ;
 - FNTP 371** – Mise en oeuvre de produits de marquage routier (ou équivalent) ;
 - FNTP 5118** – Construction de réseaux d'adduction et distribution EP DN < 300mm (ou équivalent)
 - FNTP 5144** – Construction de réseaux gravitaires en site urbanisé tranchée < 3,5m (ou équivalent)
 - **Lot 2** :
 - FNTP 347** – Poses et mise à niveau de regards/chambres (ou équivalent) ;
 - FNTP 511** – Construction de réseaux d'adduction et de distribution d'eau sous pression (potable ou brute) (ou équivalent) ;
 - FNTP 633** – Alimentation BT et automatismes (ou équivalent) ;
 - FNTP 651** – Eclairage public (ou équivalent) ;
 - FNTP 672** – Réseaux souterrains en zone urbaine (ou équivalent).
 - **Lot 3** : **Qualipaysage statut Confirmé** (ou équivalent) pour les travaux d'aménagements paysagers.
 - **Lot 4** : **Qualibat 2113** (ou équivalent).
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public.

Le candidat pourra prouver sa capacité financière par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.

Pour les candidatures présentées par un groupement, les pièces prévues par le présent article devront être remises par chaque membre du groupement à l'exception de la lettre de candidature avec déclaration sur l'honneur (ou DCI), laquelle devra être produite en un exemplaire pour tous les membres du groupement. En outre, le dossier de candidature devra également comprendre la désignation d'un mandataire (ou DCI), à qui les notifications seront ensuite effectuées.

Les candidats qui seront objectivement dans l'impossibilité de produire, pour justifier de leur capacité économique et financière, l'un des renseignements ou documents requis pourront toutefois démontrer leur capacité par tout moyen équivalent, telles qu'une déclaration appropriée de banques, la remise du budget prévisionnel de l'exercice en cours, la fourniture d'un extrait de bilan (si celui-ci est obligatoire en vertu de dispositions légales) ou la remise de certificats de qualification professionnelle.

Les candidats pourront, le cas échéant, faire valoir les capacités économiques et financières comme professionnelles et techniques d'autres entités, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre eux-mêmes et ces entités. Ils devront, dans ce cas, prouver qu'ils disposeront des moyens nécessaires, par exemple, par la production de l'engagement de ces entités à mettre à la disposition de l'opérateur leurs moyens, pour l'exécution de ce contrat.

Ces autres entités justifient leurs capacités professionnelles, techniques et financières en produisant les mêmes documents que ceux demandés aux candidats par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de la lettre de candidature.

4/ Le document d'information du candidat au format Excel dûment complété.

3.3. Pièces à fournir par les attributaires du marché

En application des articles R2144-4 & R2143-6 du code de la commande publique, le marché public sera attribué aux candidats pressentis justifiant ne pas tomber dans un cas d'interdiction de soumissionner procédures de passation de marchés publics. À cette fin, les opérateurs économiques concernés devront fournir les documents suivants :

1. **La/Les attestations** ou certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales, au titre du dernier exercice fiscal clôturé ;
2. **La/Les attestations** de fourniture de déclarations et de paiement des cotisations sociales datant de **moins de six mois** (attestation URSSAF, MSA ou autre), ainsi que, le cas échéant, le certificat délivré par les caisses de congés payés compétentes ;
3. En vertu de l'article D8222-5 du code du travail, un **extrait Kbis de moins de 3 mois** ou une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers. Pour les sociétés en cours de création, le candidat remettra le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises ;

Si l'attributaire est une filiale, ces trois premières attestations sont remises pour la filiale et la société mère ;
4. La liste nominative des salariés étrangers employés prévue par l'article L8254-2 du code du travail. Celle-ci doit obligatoirement comprendre les mentions obligatoires imposées par cet article ;
5. Pour les entreprises de plus de 20 salariés, le certificat attestant de la régularité de la situation de l'employeur au regard de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés, délivré par l'URSSAF ;
6. Pour les entreprises placées en redressement judiciaire, celle-ci devront obligatoirement identifier clairement cette situation et faire parvenir une copie du jugement correspondant ;
7. Pour les entreprises situées à l'étranger, les documents prévus par les articles R1263-12 et D8222-7 du code du travail ;
8. Le cas échéant, une attestation d'assurance pour le risque décennale, conformément aux dispositions de l'article L241-1 du code des assurances.

Les documents visés ci-dessus établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants.

Ces pièces sont demandées dès le stade candidature mais ne seront exigibles que de l'opérateur économique pressenti pour être attributaire de chaque lot de la présente procédure. Leur absence au sein du dossier de consultation ne sera pas éliminatoire.

Pour la production des pièces demandées au candidat attributaire, celui-ci pourra se prévaloir des modalités particulières d'accès aux documents éventuellement définies à l'article 3.5 « absence de production des documents de la candidature », en transmettant, dans le délai défini pour la transmission de ces pièces, les informations correspondantes.

L'opérateur économique pressenti qui ne pourra produire ces documents dans le délai indiqué par le pouvoir adjudicateur verra sa candidature rejetée et sera éliminé, le candidat suivant étant alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché public ne lui soit le cas échéant attribué. Cette opération pourra être répétée autant de fois que nécessaire.

3.4. Absence de production des documents de la candidature

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, l'acheteur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnées à l'article 3.2.

Les candidats auront la possibilité de remettre un DUME déjà utilisé lors d'une procédure antérieure, à condition que les informations inscrites au sein de celui-ci soient toujours valables.

En application des articles R2143-13 et suivants du code de la commande publique, les candidats auront également la possibilité de ne pas remettre les documents relatifs au pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat de la présente consultation s'ils ont déjà été remis dans le cadre d'une précédente consultation et si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur dossier de candidature la consultation lors de laquelle les pièces ont été remises ;
- Les documents concernés doivent être toujours valables.

Les candidats sont enfin informés qu'ils ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition des informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, si les conditions suivantes sont réunies :

- Les candidats doivent préciser au sein de leur candidature les modalités de consultation de ce système et/ou d'accès à cet espace ;
- L'accès aux documents concernés doit être gratuit.

À défaut de respecter les conditions précitées, les candidatures présentées, quelle que soit les modalités invoquées, devront être rejetées, celles-ci étant considérées comme incomplètes.

3.5. Demande de complément de candidature

Conformément à l'article R2144-2 du code de la commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si l'on constate que des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces. Le délai est déterminé par le pouvoir adjudicateur avant l'examen des candidatures et est identique pour tous les opérateurs économiques.

3.6. Eléments nécessaires au choix de l'offre

Les offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul opérateur économique attributaire.

Le soumissionnaire remet, pour chaque lot auquel il soumissionne, **un projet de marché comprenant :**

- L'acte d'engagement (A.E) valant cahier des clauses administratives particulières, dûment complété pour valoir offre de prix,
- S'ils sont connus, la nature et le montant des prestations que le titulaire envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du maître d'ouvrage,
- L'attestation de visite détaillée à l'article 2.11,
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour les lots 1 et 4,
- Le détail quantitatif estimatif (DQE) pour les lots 2 et 3,
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) pour les lots 2 et 3,
- Un mémoire technique détaillé faisant apparaître :
 - Les moyens humains spécifiquement affectés à ce chantier. Pour les moyens humains, le soumissionnaire identifie précisément l'équipe affectée et le conducteur d'opération,
 - Il remet également les éléments indiquant l'expérience professionnelle de l'équipe pour ce type de chantier (qualifications, attestations de formations, CV),
 - Les indications concernant la provenance des principales fournitures et, éventuellement, les éléments permettant de juger la qualité des fournisseurs correspondants,
 - Un programme d'exécution des ouvrages, indiquant de façon sommaire la durée prévisionnelle des différentes phases du chantier et la méthodologie employée pour la bonne mise en œuvre de celui-ci,
 - Une note sommaire indiquant les mesures prévues pour assurer :
 - Les mesures d'hygiène prévues pour assurer la sécurité des intervenants,
 - Les mesures de sécurité pour la gestion et la protection des riverains,
 - Moyens mis en œuvre pour limiter les nuisances.
 - Les mesures prises visant à la protection de l'environnement notamment dispositions envisagées pour la gestion, la valorisation et l'élimination des déchets (notamment mention des installations dans lesquelles les déchets seront déposés en fonction de leurs typologies) conformément à la réglementation en vigueur ;
 - Les mesures prévues pour le contrôle qualité des travaux réalisés.

ARTICLE 4 – JUGEMENT DES OFFRES ET VERIFICATION DE LA SITUATION DE L'ATTRIBUTAIRE

4.1. Dispositions générales

Dans tous les cas, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'analyser les offres avant la candidature, conformément aux dispositions de l'article R2144-3 du code de la commande publique.

4.2. Sélection des candidatures

L'acheteur vérifie que les candidats satisfont aux conditions de participation à la procédure, notamment au regard des motifs d'exclusion de plein droit des marchés publics prévues par les articles L2141-1 et suivants du code de la commande publique.

En outre, le pouvoir adjudicateur pourra également exclure de la procédure de passation un candidat se trouvant dans l'un des cas visés par les articles L2141-7 et suivants du code de la commande publique.

Dans ce cas, l'exclusion sera prononcée après envoi d'une demande d'information complémentaire au candidat lui permettant de présenter, dans le délai de dix (10) jours francs suivant réception de la demande, les éléments attestant que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et que sa participation à la procédure n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement entre les candidats.

Les candidatures n'ayant pas été écartées en application de l'alinéa précédent sont examinées au regard de leur aptitude à exercer l'activité professionnelle, de leur capacité économique et financière et de leurs capacités techniques et professionnelles.

Cet examen peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

4.3. Critères de jugement des offres

Les offres régulières, acceptables et appropriées, et dès lors qu'il ne s'agit pas d'offre anormalement basse sont classées par ordre décroissant en appliquant les critères de sélection des offres suivants :

LOT N°1 – TERRASSEMENT, ASSAINISSEMENT, VOIRIE

- Prix : 30%
- Valeur technique : 70%

La notation de ce critère sera effectuée au regard des sous-critères suivants, appréciés à partir des éléments inscrits au sein du cadre de mémoire technique :

- **O1.2.a. Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation – (maximum 5 pages, hors CV) : 30 points**
 - A.1 – Moyens humains : Description des moyens humains mis en oeuvre pour l'exécution des prestations (composition des équipes, encadrement de chantier avec CV), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous- traitants et par activité. Possibilités de renforts en cas de retard. (20 points)
 - A.2 – Moyens matériels : La description des moyens matériels affectés à la réalisation des prestations (type, caractéristiques, nombre ...), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous-traitants. (10 points)
- **O1.2.b. Efficience du mode opératoire des travaux – (maximum 20 pages, hors fiches techniques) : 40 points**
 - B.1 – Contraintes de chantier : Compréhension des contraintes de chantier (environnement urbain, coactivité, travaux maison commune, travail simultané sur plusieurs rues...). (5 points)
 - B.2 – Méthodologie des travaux : Méthodologie, pertinence et qualité des modes de réalisation des travaux (travaux de terrassement / dépollution, assainissement, enrobés qualitatifs, pavages, etc.). (15 points)
 - B.3 – Gestion de la circulation et sécurité du chantier : Gestion de la signalisation provisoire, gestion des accès riverains / gare / chantiers voisins, continuités piétonnes, plans de circulation (peut être traité conjointement avec chapitre C.2), astreinte, barriérage. (10 points)
 - B.4 – Environnement : Mesures prises pour l'exécution du chantier en faveur du développement durable. (10 points)
- **O1.2.c – Efficience de l'organisation du chantier – (maximum 15 pages, hors planning) : 30 points**
 - C.1 – Base vie – stockages : Organisation de la base vie et du stockage des matériaux. (5 points)
 - C.2 – Phasage travaux : Prise en compte du phasage travaux et propositions éventuelles d'optimisations. (5 points)
 - C.3 – Planning prévisionnel d'exécution : Un planning prévisionnel d'exécution des prestations, détaillé, précisant par secteurs géographiques et secteurs opérationnels les moyens affectés, les périodes de préparation, les dates de fourniture et de visa des études d'exécution, les délais de fourniture envisagés. (15 points)
 - C.4 – Interfaces avec les autres lots et les travaux connexes : Identification de tous les interlocuteurs du présent marché et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les lots et la préparation des travaux voirie avec points d'arrêts. Identification de tous les interlocuteurs des travaux connexes et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les entreprises (travaux concessionnaires). (5 points)

LOT N°2 – RÉSEAUX SOUPLES, ÉCLAIRAGE

- **Prix : 30%**
- **Valeur technique : 70%**

La notation de ce critère sera effectuée au regard des sous-critères suivants, appréciés à partir des éléments inscrits au sein du cadre de mémoire technique :

- **O1.2.a – Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation – (maximum 5 pages, hors CV) : 25 points**
 - A.1 – Moyens humains : Description des moyens humains mis en œuvre pour l'exécution des prestations (composition des équipes, encadrement de chantier avec CV), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous- traitants et par activité. Possibilités de renforts en cas de retard. (17 points)
 - A.2 – Moyens humains pour programmation éclairage : Moyens mis en œuvre pour intégrer à la solution actuelle le projet et pour maintenir le service pendant le chantier. (8 points)
- **O1.2.b – Efficience du mode opératoire des travaux – (maximum 20 pages, hors fiches techniques) : 45 points**
 - B.1 – Contraintes de chantier : Compréhension des contraintes de chantier (environnement urbain, coactivité, travaux maison commune, travail simultané sur plusieurs rues...). (6 points)
 - B.2 – Méthodologie des travaux : Méthodologie, pertinence et qualité des modes de réalisation des travaux (réseaux, éclairage, etc.). (8 points)
 - B.3 – Gestion de la circulation et sécurité du chantier : Gestion de la signalisation provisoire, gestion des accès riverains / gare / chantiers voisins, continuités piétonnes, plans de circulation (peut être traité conjointement avec chapitre C.2), astreinte, barriérage. (10 points)
 - B.4 – Environnement : Mesures prises pour l'exécution du chantier en faveur du développement durable. (6 points)
 - B.5 – Mise en lumière : Organisation des phases du projet lumière : essais, pré-orientation, réglages et encodage. (15 points)
- **O1.2.c – Efficience de l'organisation du chantier – (maximum 15 pages, hors planning) : 30 points**
 - C.1 – Base vie – stockages : Organisation de la base vie et du stockage des matériaux (5 points)
 - C.2 – Phasage travaux : Prise en compte du phasage travaux et propositions éventuelles d'optimisations (8 points)
 - C.3 – Planning prévisionnel d'exécution : Un planning prévisionnel d'exécution des prestations, détaillé, précisant par secteurs géographiques et secteurs opérationnels les moyens affectés, les périodes de préparation, les dates de fourniture et de visa des études d'exécution, les délais de fourniture envisagés. (12 points)
 - C.4 – Interfaces avec les autres lots et les travaux connexes : Identification de tous les interlocuteurs du présent marché et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les lots et la préparation des travaux voirie avec points d'arrêts. Identification de tous les interlocuteurs des travaux connexes et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les entreprises (travaux concessionnaires). (5 points)

LOT N°3 – SOLS FERTILES, PLANTATIONS & MOBILIER

- Prix : 30%
- Valeur technique : 70%

La notation de ce critère sera effectuée au regard des sous-critères suivants, appréciés à partir des éléments inscrits au sein du cadre de mémoire technique :

- ***03.2.a – La description écrite et graphique de l'organisation du chantier, notamment par rapport au phasage de l'opération et aux contraintes associées (20 pages maximum hors fiches techniques) : 60 points***
 - A.1 – Méthodologie : Les méthodologies de réalisation des différentes tâches de travaux. (30 points)
 - A.2 – Contrôle : Les dispositions particulières prises pour respecter et contrôler le respect des obligations en matière de nuisances et respect des enjeux environnementaux lié aux espèces protégées. (10 points)
 - A.3 – Santé au travail : La description de l'organisation mise en place par l'entreprise pour respecter ses obligations réglementaires du point de vue de la sécurité et santé des salariés. (10 points)
 - A.4 – Fournitures : La fourniture des différentes fiches techniques des matériaux et végétaux avec la garantie de qualité, conformité des variétés et traçabilité des végétaux. (10 points)
- ***03.2.b – Les moyens humains et organisationnels garantissant la bonne mise en oeuvre du marché de travaux (20 pages maximum hors CV et planning) : 40 points***
 - B.1 – Moyens humain et matériel : La description des moyens humains et matériels dédiés au chantier (effectifs et qualifications mobilisés par l'entreprise et des éventuels sous-traitants pour chacune des tâches, ...). (20 points)
 - B.2 – Calendrier : Un planning des différentes étapes d'études et de travaux avec temps de tâches et moyens humains et matériels associés. (10 points)
 - B.3 – Suivi et entretien : L'organisation du Service Après-Vente et du suivi des végétaux et de leurs accessoires pendant la période de garantie. (10 points)

LOT N°4 – MAÇONNERIE

- Prix : 30%
- Valeur technique : 70%

La notation de ce critère sera effectuée au regard des sous-critères suivants, appréciés à partir des éléments inscrits au sein du cadre de mémoire technique :

- ***04.1.2.a – Adéquation des moyens humains et matériels affectés à la réalisation de la prestation – (maximum 5 pages, hors CV) : 30 points***
 - A.1 – Moyens humains : Description des moyens humains mis en oeuvre pour l'exécution des prestations (composition des équipes, encadrement de chantier avec CV), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous-traitants ainsi qu'en études et travaux. (20 points)
 - A.2 – Moyens matériels : La description des moyens matériels affectés à la réalisation des prestations (type, caractéristiques, nombre ...), en détaillant la répartition entre mandataire, co-traitants et sous-traitants. (10 points)
- ***04.1.2.b – Efficience du mode opératoire des travaux – (maximum 20 pages, hors fiches techniques) : 40 points***
 - B.1 – Contraintes de chantier : Compréhension des contraintes de chantier (environnement urbain, coactivité, travail simultané sur plusieurs rues...). (5 points)

- B.2 – Méthodologie travaux : Méthodologie, pertinence et qualité des modes de réalisation des travaux / Méthodologie, pertinence et qualité des modes de réalisation des murets pierres et parements pierres. (15 points)
 - B.3 – Etudes : Moyens mis en oeuvre et méthodologie en phase études. (10 points)
 - B.4 – Environnement : Mesures prises pour l'exécution du chantier en faveur du développement durable. (10 points)
- **04.1.2.c – Efficience de l'organisation du chantier – (maximum 15 pages, hors planning) : 30 points**
- C.1 – Base vie – stockages : Organisation du stockage des matériaux (réemploi et apport). (5 points)
 - C.2 – Phasage travaux : Prise en compte du phasage travaux et propositions éventuelles d'optimisations. (5 points)
 - C.3 – Planning prévisionnel d'exécution : Un planning prévisionnel d'exécution des prestations (conformément au délai renseigné à l'acte d'engagement) détaillé précisant par secteurs géographiques et secteurs opérationnels les moyens affectés ainsi que les moyens mobilisables en cas de retard, les périodes des installations de chantier, les périodes de préparation, les dates de fourniture et de visa des études d'exécution, les délais de fourniture envisagés. (15 points)
 - C.4 – Interfaces avec les autres lots et les travaux connexes : Identification de tous les interlocuteurs du présent marché et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les lots et la préparation des travaux voirie avec points d'arrêts. Identification de tous les interlocuteurs des travaux connexes et de leur rôle, anticipation des interfaces entre les entreprises (travaux concessionnaires). (5 points)

ARTICLE 5 – CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

5.1. Conditions d'envoi des candidature et des offres

Les conditions d'envoi et de remise des candidatures et des offres qui suivent s'imposent aux candidats. Toute remise sous une autre forme que celle imposée au présent règlement de la consultation entraînera l'irrégularité de l'offre. Dans cette hypothèse, le pouvoir adjudicateur pourra néanmoins s'il le souhaite demander aux candidats concernés de régulariser leur offre.

Les candidatures et offres seront remises exclusivement par la voie électronique via le profil d'acheteur : www.marches-securises.fr

Si le candidat adresse plusieurs offres différentes, seule la dernière offre reçue, dans les conditions du présent règlement, sera examinée.

5.2. Conditions de la dématérialisation

Les candidatures et les offres devront être transmises sur le profil acheteur www.marches-securises.fr avant le **vendredi 27 juin 2025 à 12h00**. L'heure limite retenue pour la réception de la candidature et de l'offre correspondra au dernier octet reçu.

Les candidatures et les offres parvenues après cette date et heure limites seront éliminées sans avoir été lues et le candidat en sera informé.

Afin de pouvoir décompresser et lire les documents mis à disposition, le pouvoir adjudicateur invite les soumissionnaires à disposer des formats ci-dessous. Cette liste vise à faciliter le téléchargement et la lecture des documents. Pour tout autre format qui serait utilisé par le candidat, celui-ci devra transmettre l'adresse d'un site sur lequel le pouvoir adjudicateur pourra télécharger gratuitement un outil en permettant la lecture.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rejeter la candidature ou l'offre du candidat.

- standard.zip
- Adobe® Acrobat®.pdf
- Rich Text Format.rtf

- .docx ou .xlsx ou .pptx
- .odt, .ods, .odp, .odg
- le cas échéant, le format DWF
- ou encore pour les images bitmaps .bmp, .jpg, .gif, .png

Le soumissionnaire est invité à :

- ne pas utiliser certains formats, notamment les ".exe".
- ne pas utiliser certains outils, notamment les "macros".
- traiter les fichiers constitutifs de sa candidature et/ou de son offre préalablement par un anti-virus.

Les noms de fichiers doivent rester aussi courts que possibles, au maximum 30 caractères, ne pas être accentués, et ne pas contenir de caractères spéciaux.

5.3. Modalités d'envoi des propositions dématérialisées

Le soumissionnaire reconnaît avoir pris connaissance des prérequis techniques et de la notice d'utilisation de la plateforme de dématérialisation www.marches-securises.fr et toute action effectuée sur ce site sera réputée manifester le consentement du soumissionnaire à l'opération qu'il réalise. En cas de difficulté lors de la remise des candidatures ou offres, le candidat est invité à se rapprocher du support technique : **04.92.90.93.27** – technique@atline.fr

Il est rappelé que la durée du téléchargement est fonction du débit ascendant de l'accès Internet du soumissionnaire et de la taille des documents à transmettre.

Le soumissionnaire devra s'assurer du chiffrement de son offre avant envoi.

Le soumissionnaire doit accepter l'horodatage retenu par la plateforme.

En cas de programme informatique malveillant ou « virus » :

Tout document électronique envoyé par un candidat dans lequel un programme virus informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur peut faire l'objet par ce dernier d'un archivage de sécurité sans lecture dudit document. Ce document est dès lors réputé n'avoir jamais été reçu et le candidat en est informé.

Le pouvoir adjudicateur reste libre de réparer ou non le document contaminé. Lorsque la réparation aura été opérée sans succès, il sera rejeté.

Copie de sauvegarde : Conformément aux dispositions de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde, lorsque le candidat aura transmis son dossier ou document accompagné d'une copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique envoyé dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres, cette copie, identifiée comme copie de sauvegarde sera placée sous un pli scellé et ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique
- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

En cas de remise sur support physique électronique, la copie de sauvegarde devra être déposée sur une Clé USB.

Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Le pli cacheté contenant la copie de sauvegarde sera envoyé en recommandé ou remis à l'adresse suivante et portera les mentions suivantes :

SEM Laval Mayenne Aménagements

Adresse : 18, place de la Gare – 53000 Laval Cedex

Offre pour le marché de travaux portant sur les travaux de requalification du quartier de la Gare – Phase 1 – à Évron (53600) – (Ref : 2025-SEMLMA05)

Opérateur économique :

NE PAS A OUVRIR : COPIE DE SAUVEGARDE

ARTICLE 6 – RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leurs seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir en temps utile une demande via le profil d'acheteur www.marches-securises.fr

Conformément à l'article R2132-6 du code de la commande publique, une réponse sera alors adressée au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des offres à tous les opérateurs économiques ayant reçu le dossier, à l'exception de ceux-ci ayant procédé à son retrait anonymement.

ARTICLE 7 – OBLIGATION DE DISCRÉTION & PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE DES DOCUMENTS TRANSMIS

Les candidats non retenus sont tenus, ainsi que l'ensemble de leur personnel et le cas échéant des consultants extérieurs auxquels ils peuvent faire appel, au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont ils auront eu connaissance à l'occasion de l'exécution de la présente procédure de mise en concurrence. Les candidats s'interdisent, entre autres, toute communication ou toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable écrit de la SEM Laval Mayenne Aménagements.

Les opérateurs économiques ayant eu communication du dossier de consultation des entreprises et de ses éventuelles suites ne peuvent, en aucun cas, communiquer les pièces de ce présent marché à des tiers ou faire un usage commercial et/ou promotionnel de celles-ci.

La SEM Laval Mayenne Aménagements est propriétaire exclusif de tous les documents transmis pour la mise en œuvre de la présente procédure de mise en concurrence. Les droits de propriété intellectuelle en résultant appartiennent uniquement au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 8 – PROCÉDURE DE RECOURS

Conformément aux dispositions du code de justice administrative, le tribunal compétent pour connaître d'un éventuel recours en matière de contrats de la commande publique est le Tribunal Administratif de Nantes (6, allée de la Gloriette – CS 24111 – 44041 Nantes Cedex – Tél : 02.40.99.46.00 – Télécopie : 02.40.99.46.58 – Courriel : greffe.ta-nantes@juradm.fr).

ARTICLE 9 – SIGNATURE DU CONTRAT

Les offres n'ont pas à être remises signées. Le marché transmis par voie électronique sera signé par le seul opérateur économique attributaire. Pour les offres présentées par un groupement, l'acte d'engagement sera signé soit par le mandataire, lequel justifie des habilitations nécessaires pour représenter les autres membres du groupement, soit par tous les membres du groupement.

Le marché sera signé au moyen d'un certificat de signature électronique répondant aux conditions prévues par arrêté du Ministère de l'Economie et des Finances du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique.

Les certificats de signature électronique utilisés doivent être conformes au règlement n°910/2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques dit « eIDAS ». La

signature doit être une signature « avancée » reposant sur un certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement.

La liste de ces prestataires est publiée, pour la France, par l'ANSSI : <https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Pour les candidats européens, la Commission européenne tient également une liste des prestataires de confiance : <https://webgate.ec.europa.eu/tl-browser/#/tl/FR/3>

Le candidat peut également utiliser un certificat ne figurant sur aucune de ces listes mais délivré par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement.

Si le candidat utilise un autre outil de signature que celui du profil acheteur, il doit transmettre le « mode d'emploi » permettant de procéder à la vérification de la validité de la signature électronique. En revanche, lorsque le signataire utilise le certificat qualifié délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement et l'outil de création de signature électronique proposé par le profil d'acheteur, il est dispensé de transmettre la procédure de vérification de la signature électronique.

Les certificats qualifiés de signature électronique délivrés en application de l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics, abrogé à compter du 1^{er} octobre 2018, demeurent régis par ses dispositions jusqu'à l'expiration de leur date de validité.

Seuls les formats de signature PAdES, CAdES et XAdES, tels que mentionnés aux articles 1 et 2 de la décision d'exécution (UE) n° 2015/1506 de la Commission du 8 septembre 2015, sont acceptés.

Le soumissionnaire reconnaît que la signature à l'aide du certificat électronique qu'il s'est procuré vaut de sa part signature électronique au sens de l'article 1367 du Code civil qui, entre les parties, a la même valeur juridique qu'une signature manuscrite. En cas de désaccord entre les parties, il appartient au soumissionnaire de montrer que le contenu du contrat a été altéré.

Il est rappelé que la signature d'un zip n'est pas valable et que seule la signature des documents contractuels est valable. De même, une signature manuscrite scannée n'a pas de valeur et ne peut remplacer la signature électronique.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de rematérialiser les pièces transmises par voie dématérialisée, l'attributaire étant dès lors invité à une séance de signature de ses pièces.

ANNEXE – DESCRIPTIF DU DISPOSITIF D'INSERTION

Heures d'insertion

À l'occasion de l'exécution du marché, l'entreprise retenue s'engage à réserver :

- Lot 1 : **1 190 heures**
- Lot 2 : **455 heures**
- Lot 3 : **630 heures**
- Lot 4 : **420 heures**

Les modalités de l'insertion

Dans le cadre de son engagement, plusieurs formes de participation sont offertes aux entreprises :

- 1^{ère} option : le recours à la sous-traitance avec une entreprise d'insertion
- 2^{ème} option : la mutualisation des heures d'insertion

L'entreprise est en relation avec un organisme extérieur qui met à sa disposition des salariés en insertion durant la durée du marché.

Il peut s'agir d'une entreprise de travail temporaire d'insertion, d'un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification ou d'une association intermédiaire.

- 3^{ème} option : l'embauche directe

Elle peut se traduire par :

- le recrutement direct de demandeurs d'emplois
- le recrutement de jeunes dans le cadre de contrats en alternance (apprentissage, contrat de professionnalisation)

L'entreprise titulaire peut choisir, pour réaliser l'action d'insertion de réaliser un recrutement en CDI, CDD, contrat de professionnalisation, contrat d'apprentissage.

L'entreprise s'assurera auprès du facilitateur que la personne recrutée réponde à l'un des critères d'éligibilité.

Dans le cas d'une embauche directe le candidat devra être intégré dans l'entreprise depuis moins de 3 mois au moment de la signature de la notification du marché des prestations/travaux.

Le facilitateur de la clause d'insertion à travers l'animation du partenariat emploi peut proposer des candidats pour réaliser l'action d'insertion.

La durée maximum de prise en compte **des heures travaillées et des heures de formation** au titre de la clause d'insertion est **de 24 mois**. Dans le cas de marchés d'une durée supérieure à 24 mois, la valorisation des heures pourra être comptabilisée jusqu'au terme du marché.

L'insertion à l'issue du marché :

Pendant et à l'issue du marché, l'entreprise titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec les personnes en postes d'insertion et à transmettre les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif conformément à l'article 10.7.1 du cahier des clauses administratives particulières.

A l'issue des travaux, l'entreprise titulaire du marché s'engage à étudier toutes les possibilités d'embauches ultérieures des personnes en insertion formées sur le chantier.

Présentation des documents

- L'action d'insertion est présentée par l'entreprise à partir de l'annexe à l'acte d'engagement "insertion par l'activité économique"
- La non-exécution de la clause d'insertion entraîne l'application d'une pénalité définie à l'article 8.4.5 du cahier des clauses administratives particulières.